

Unité départementale de l'Hérault
Subdivision H2
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 03/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM)

39 bd de Verdun
CS 30567
34536 BEZIERS

Références : UD34/H2/2022/200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement CABM implanté Lieu-dit Jas de Vaches 34350 VENDRES. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre de la demande de redémarrage de l'apport de déchets sur les alvéoles 10.1 et 10.2 du casier 10 endommagées par l'incendie du 28 août 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CABM
- Lieu-dit Jas de Vaches 34350 VENDRES
- Code AIOT : 0018300699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La CABM exploite, sur la commune de Vendres, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets.

Cette installation comprend une déchèterie, une installation de stockage de déchets inertes, une plate-forme de traitement de bois et de déchets verts, un quai de transfert d'ordures ménagères et de déchets ménagers recyclables, et une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

La visite d'inspection concerne uniquement l'ISDND.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Redémarrage des activités	AP de Mesures d'Urgence du 18/09/2019, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Barrière passive	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
3	Barrière active	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.2	/	Sans objet
4	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser les travaux de remise en état du casier 10 et a justifié de leurs conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2014.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet d'autoriser le redémarrage total de l'activité de stockage de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Redémarrage des activités

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 18/09/2019, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Redémarrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La reprise d'activité en tout ou partie pourra être autorisée par le Préfet après transmission par l'exploitant de tous éléments utiles permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la conformité des installations avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014-I-787 du 15 mai 2014, notamment en ce qui concerne la barrière de sécurité passive (respect des perméabilités), la barrière de sécurité active (contrôle des soudures par un organisme tiers), réseau de collecte du biogaz et des lixiviats (le cas échéant, s'ils ont été impactés par l'incendie) - la définition et la mise en œuvre des mesures correctives ou préventives destinées à prévenir le renouvellement d'un incendie similaire. <p>Le cas échéant, ces éléments seront complétés voire adaptés avec tous les éléments d'appréciation en cas de modifications envisagées par l'exploitant à ses installations ou à leur mode d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments sur lesquels est fondé l'arrêté préfectoral n° n° 2014-I-787 du 15 mai 2014 .</p>
<p>Constats : Les éléments fournis dans le dossier de conformité des travaux de reprise des alvéoles 10.1 et 10.2 transmis par courrier daté du 28/07/2022 ainsi que la visite sur site ont permis de vérifier que l'installation est conforme aux dispositions de l'arrêté n°2014-I-787 du 15 mai 2014 et que des mesures destinées à prévenir le renouvellement d'un incendie similaire ont été mise en place.</p> <p>Il est donc proposé d'autoriser le redémarrage complet de l'activité d'enfouissement du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Barrière passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sous-sol de la zone à exploiter doit constituer une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l'exploitation et qui doit permettre d'assurer à long terme la prévention de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats. La barrière de sécurité passive est réalisée selon le protocole suivant : <ul style="list-style-type: none">• terrassement en déblais jusqu'au niveau du radier et talus des casiers,• mise en place d'une couche de un mètre d'épaisseur par un matériau à perméabilité inférieure à 10⁻⁹ m/s au fond et sur les flancs de chaque casier sur une hauteur d'un mètre,• mise en place d'un géosynthétique bentonitique (GSB) d'un centimètre d'épaisseur de perméabilité inférieure à 10⁻⁹ m/s au fond et sur les flancs de chaque casier.
Constats : Les éléments fournis dans le dossier de conformité des travaux de reprise des alvéoles 10.1 et 10.2 transmis par courrier daté du 28/07/2022 ainsi que la visite sur site ont permis de vérifier que la barrière de sécurité passive reconstituée mise en place est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15/05/2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Barrière active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La barrière de sécurité active du casier 10 sera constituée de bas en haut des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur assurant l'étanchéité absolue du casier en fond et en flancs de casiers,• géotextile anti-poinçonnant à fort grammage (800 g/m²) en fond et en flancs de casier,• réseau de drains,• matériaux drainants non calcaires sur 50 cm d'épaisseur minimum,• géogrille accroche-terre en flancs de casiers,• remblai terreux sur une épaisseur d'au moins 20 cm destiné à renforcer le niveau de protection des flancs.
Constats : Les éléments fournis dans le dossier de conformité des travaux de reprise des alvéoles 10.1 et 10.2 transmis par courrier daté du 28/07/2022 ainsi que la visite sur site et les documents complémentaires transmis par mail du 03/08/2022 ont permis de vérifier que la barrière de sécurité active mise en place est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15/05/2014. La barrière reconstituée a fait l'objet d'un contrôle extérieur attestant de sa conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de drainage des lixiviats est réalisé pour chaque casier de stockage de déchets. L'ensemble des lixiviats ainsi collecté est dirigé vers deux bassins de 480 et 1000 m ³ de volume via les drains de collecte. L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à permettre le stockage temporaire des lixiviats dans le casier tout en limitant la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier, et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains. Le collecteur alimentant le bassin de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.
Constats : Les éléments fournis dans le dossier de conformité des travaux de reprise des alvéoles 10.1 et 10.2 transmis par courrier daté du 28/07/2022 ainsi que la visite sur site et les documents complémentaires transmis par mail du 03/08/2022 ont permis de vérifier la conformité du système de collecte des lixiviats mis en place, aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15/05/2014. En particulier, le pompage des lixiviats dans les casiers 9 et 10 est déclenché automatiquement à partir d'une hauteur de 30 cm en fond de casier. La visite a permis de vérifier le bon fonctionnement des pompes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet